n° 15
samedi
2
décembre

APL nantes

bulletin régional de l'Agence de Presse "Libération".

- Texte de l'autocritique présenté par le collectif APL nantes à la dernière réunion du collectif national.
- Nantes : Suite à la grève à Jh Paris SA, deux militants grèvistes sont inculpés.
- Après la condamnation de Bernard Lambert à la suite d'une provocation policière, création d'un comité d'action.
- A propos de la mort d'une personne à 100 m. du C.H.R, un témoignage et le tract des syndicats de l'hôpital.
- document : circulaire du comité de soutien à l'armée.
- dossier : témoignage sur la répression des homosexuels.
- Saumur : grève au lycée technique.

Assemblée Générale

A. P. L. nantes - jeudi 7 décembre 20h30

Salle municipale - La Chapelle s/ Erdre.

Agence de Presse Libération - 14 rue de Bretagne, Paris 3 - tél.: 508 84 42 à 47
Directeur Maurice Clavel. Imprimerie A.P.L.

Bureau régional (adresse provisoire) :
"LIBRAIRIE 71", 29 rue Jean Jaurès, Nantes.

Abonnements, les 12 numéros : à partir de 10 f. Ab. de soutien: 20 f. Ab. en nombre : 6 f. par exemplaire en supplément.

Prix du numéro : 1 f. Vente au numéro :
Nantes : Librairie 71.
St Nazaire : Librairie "Le Tiers Livre" , avenue de la République.

LA ROCHE S/ YON : Grève de la faim de 8 détenus de la Maison d'Arret.

Depuis le 26 décembre, huit détenus de la Maison d'Arret de La Roche s/Yon ont entamé un jêûne pour protester contre les conditions de détention. Parmi eux, Dominique VALTON, objecteur de conscience politique, qui purge une peine de 18 mois de prison. Dans cette prison, 3 tentatives de suicide ont eu lieu pendant le mois d'octobre, dont une réussie.

Tract distribué par le Comité de Soutien aux détenus de la prison de la Roche

"Ils sont là, une quarantaine (?), derrière ce grand mur blanc que vous longez. Pour le mois d'octobre uniquement, dans la prison de La Roche, trois détenus ont tenté de se suicider, un quatrième a "réussi". (...)
A partir d'aujourdhui, 26 octobre, quelques-uns parmi les détenus de "notre" prison veulent protester, par une grève de la faim, contre leurs conditions de vie qui ne peuvent qu'acculer à de tels gestes de désespoir. Leur courage Leur courage devrait stimuler tous ceux - auxiliaires, judiciaires, sociaux médicaux et religieux - qui souvent font le bien à la petite semaine et qui pourtant moins menacés, n'osent pas dire ouvertement ce qu'ils savent.(...)

Nous accusons la prison d'être :

- Un univers sans loi... Son isolement interdit tout contrôle. Les détenus n'ont que des devoirs; qu'ils aient aussi des droits, les droits élémentairs de dire, d'écrire, de contester un système qui les mate, les assassine... pour les "apprendre à vivre"!(...)
- Un univers sans progrès ... Conduire au "mitard" pour avoir chanté...!Les honnêtes gens seraient-ils les seuls à pouvoir bénéficier du progrès ?
- Un univers sans espoir... L'espagnol qui s'est suicidé au mois d'octobre dans la prison de La Roche (condamné pour vol sur un chantier) venait d'apprendre qu'il serait expulsé de France à sa sortie de prison...(...)Un prisonnier " Comment reprendre courage quand,à ma libération, je n'aurai pas de toit pour m'abriter, de lit pour dormir, de travail pour vivre, d'argent pour subsister."
- Le produit d'une justice de classe...La grande majorité des détenus (90%) sont des membres des classes sociales les plus pauvres; leurs crimes ou délits sont des protestations maladroites contre le sort qui leur a été fait. De plus, 80% des inculpés de la classe bourgeoise bénéficient de la liberté provisoire contre 32 % de la classe ouvrière...

Nous refusons d'opposer la catégorie des "détenus" à celle des "honnêtes gens" que nous serions.
Nous refusons une société qui parque et isole ceux qui ne sont pas "copie conforme". Pour la tranquillité de notre conscience,de notre situation, on enferme les détenus dans les prisons, les "fous" dans les hopitaux, les délinquants dans les maisons de redressement,les "bougnouls" dans les taudis...
Nous refusons une société où il faut des boucs-émissaires,pour permettre aux autres, les privilégiés,de se décorer mutuellement en toute bonne conscience, de se gaver en toute quiétude.Soyons solidaires des détenus de la prison de La Roche sur Yon.

Nantes : Des usagers mécontents du nouveau tracé d'une route

Vendredi 24 novembre, un groupe de manifestants en bleus de travail se trouvait sur le passage du cortège officiel venu inaugurer la nouvelle route reliant le bourg de Saint-Herblain au quartier Nantes-Bellevue.

Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Nous voulons rentrer chez nous sans aller en prison".En effet, le tracé de la nouvelle route comprend une ligne jaune ininterrompue qui oblige les travailleurs, soit à faire un grand détour pour rentrer chez eux, soit à franchir la ligne jaune s'exposant ainsi à des contraventions.

Nantes : La police intensifie son contrôle sur les jeunes

Mercredi 23 Novembre, au soir, la police a effectué un contrôle d'identité en bloquant les issues d'un important café place du Commerce.

Ce type d'intervention est très fréquent; il permet à la police d'exercer son contrôle sur les jeunes sous prétexte de lutte contre la drogue ou l'alcool

APL nantes

(annexe au n° 15)

- questionnaire préparatoire à l'Assemblée Générale

- texte du camarade en désaccord avec la position APL nantes exprimée dans le n° 13. ("Pour une véritable Agence de Presse Libération")

- proposition pour la discussion : la position des camarades de Paris, et précisions sur le point de vue que nous avons soutenu.

Pour préparer l'Assemblée Générale

Jeudi 7 décembre

salle municipale

La Chapelle s/ Erdre

QUESTIONNAIRE PREPARATOIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE.

Suite aux débats qui ont eu lieu à la dernière réunion nationale à propos du texte publié par le collectif de Nantes dans le bulletin du 13 novembre les lecteurs ont à se prononcer sur les points soulevés lors de ces discussions:nous pensons que tous ces problèmes doivent être discutés collectivement en AG et non recueillis par voie référendaire:toutefois nous avons rédigé un questionnaire qui a deux objectifs:1)préparer les questions à discutter à l'Ag afin que chacun puisse y réfléchir 2)au cas ou certains lecteurs ne pourraient vraiment pas venir à l'une des 2 AG ils auraient la possibilité de faire connaître leur position en nous répondant. Ceci n'étant pas bien sur la solution la meilleure....

L'objet du débat portera essentiellement sur l'intérêt de l'hebdomadaire régional,la conception de l'information et les rapports avec le quotidien Libération qui va être lancé en février.

La réponse à ces questions nous est essentiel,si nous ne parvenons pas à avoir la position du plus grand nombre de lecteurs et su tout de ceux qui ont ressenti l'intérêt d'une information populaire,il nous sera difficile de trancher nous même.Nous ne voulons pas maintenir le bulletin coute que coute.Si le bulletin régional ne correspond pas à un besoin réel et exprimé,si les lecteurs n'en contrôlent ni le fonctionnement ni les orientations, s'ils ne deviennent pas progressivement eux mêmes tous des journalistes nous ne voyons pas pouquoi continuer un bulletin sous cette forme.

Pour cette raison,nous vous appelons à venir le plus nombreux possible aux AG et le cas échéant pour ceux qui en seraient empêchés, à nous faire connaître leur point de vue à partir du questionnaire ci joint.

1°QUEL EST POUR VOUS L'INTERET DE LA PARUTION DU BULLETIN.

a)Est ce : le regroupement des informations dispersées dans la presse quotidienne;la liaison entre les différents secteurs de lutte; des informations non diffusées ou tronquées par la presse;un travail auprés des journalistes pour les aider à lutter contre la censure et à faire passer des informaytios dans la presse régional; la prise en charge de l'information par ceux qui mènent les luttes.

b)le bulletin suscite t-il un intérêt autour de vous?Comment assurez vous sa diffusion:nouveaux abonnements,...?
Envoyez vous des informations sur les luttes auxquelles vous participez ou dont vous avez eu connaissance?Si vous ne le faites pas: pour quoi(audience trop limité du bulletin,...)?

2°LE MAINTIEN DU BULLETIN EST-IL ESSENTIEL?SI OUI SOUS QUELLE FORME?

La rédaction des articles doit-elle assurée par les correspondants, quitte à avoir des trous dans les les information,ou doit elle être le fait de membres du collectif qui se déplacentà chaque occasion?
-La forme actuelle=publier tout ce qui nous est envoyé tel quel vous vous satisfait-elle?
-La revue de presse a -t-elle un intérêt?
-Faut-il constituer plus de dossiers?Comment,quelle doit en être la fréquence?

3° RAPPORT ENTRE LE QUOTIDIEN "LIBERATION" ET LE BULLETIN APL
-Le quotidien implique-t-il la disparition du bulletin régional?
-Le quotidien doit-il s'appeler Libération?
-En cas de maintien du bulletin,quelles doivent etre les liaisons entre le bulletin et le quotidien?

POUR UNE VERITABLE AGENCE DE PRESSE LIBERATION!

En réponse aux conceptions exprimées par le collectif nantais dans son éditorial du bulletin numéro 13, les personnes en désaccord avec ces conceptions expriment ci-dessous leur point de vue.

1°)Deux conceptions de l'information:

Dans le collectif A.P.L. Nantes deux conceptions de l'information s'affrontent:

PREMIERE CONCEPTION:

ATTENDRE L'INFORMATIONet parfois, après connaissance d'un évènement, aller voir sur place et en rapporter un bref récapitulatif; les conséquences sont en général:

-des informations d'une qualité inférieure à celles des journaux locaux et qui arrivent au lecteur jusqu'à 10 jours plus tard.

-seuls les points de vue des organisations, les plus accessibles pour les enquêteurs et qui sont généralement repris par la presse officielle, sont exprimés dans les communiqués.

-la nécessité de la diffusion NATIONALE et IMMEDIATE des informations apparait secondaire, voire sans intêret.

DEUXIEME CONCEPTION:

-ETRE MOBILISE QUOTIDIENNEMENT en ayant en tête de trouver partout des correspondants de masse, ce qui nécessite beaucoup de temps: le militant A.P.L. ne peut avoir d'activités militantes dans un autre domaine que celui de l'information.

--DONNER LA PAROLE AU PEUPLE, parole qui ne s'exprime ni dans la presse ni dans les communiqués d'organisation, IL FAUT DONC ALLER LA CHERCHER; il ne s'agit plus d'attendre l'information mais d'aller la susciter, avec la perspective de trouver des correspondants populaires qui prennent cette tache en main .

-LA RAPIDITE DE LA COLLECTE DES INFORMATIONS ET DE LEUR DIFFUSION NATIONALE est fondamentale: il est important que l'ouvrier des Batignolles sache ce que fait et ce que pense l'ouvrier de Creusot-Loire à Dunkerque; l'appareil de presse du pouvoir agit vite pour répandre ses mensonges, pour le contrer, il nous faut également aller vite.

-dans une région où la presse n'est pas trop asservie, aider les journalistes progressistes à réaliser une information réellement populaire et à lutter contre la direction de leurs journaux est une des taches importantes de l'A.P.L.

2°)LE LANCEMENT PROCHAIN DU QUOTIDIEN :UN ABOUTISSEMENT DU TRAVAIL DE L'A.P.L.(nationale).

L'objectif de l'A.P.L. est de recueillir l'information populaire et de la diffuser, le plus largement possible. Jusqu'à présent elle remplit tâche de deux façons:

-par la liaison avec les journalistes honnêtes afin de les aider à mener la lutte contre la presse asservie; cependant il faut bien reconnaitre que cette presse ne public qu'une infime partie des informations de l'A.P.L.

-par la parution quotidienne d'un bulletin national d'informations assez peu diffusé vue sa nature: long, rébarbatif, cher...de fait surtout utile aux spécialistes.

Le quotidien "LIBERATION", qui a les mêmes principes que l'APL, résultat du travail de l'APL avec les journalistes, PERMETTRA DE DIFFUSER BEAUCOUP PLUS LARGEMENT L'INFORMATION POPULAIRE, ainsi que de mener une lutte plus efficace contre les rédactions de la presse officielle.

La parution du quotidien N'AMENERA PAS LA DISPARITION DE L'APL, MAIS SON RENFORCEMENT:

-nécessité d'une meilleure collecte et transmission des informations

-renforcement du travail spécifique d'agence(bulletins quotidiens partout, création de bulletins nationaux spécialisés sur les divers secteurs de l'actualité, travail quotidien envers la presse et les journalistes.)

LES BUTS, LE STYLE DE TRAVAIL DE L'A.P.L. , ET LES RAPPORTS ENTRE L'A.P.L. ET LE PROJET DE NOUVEAU QUOTIDIEN .

Le lancement d'un nouveau quotidien à grand tirage auquel participent ou participeront de nombreux militants de l'APL nous oblige, nous collectif du bulletin APL Nantes, à préciser nos conceptions sur les buts, les tâches de l'APL, et sur notre système de travail. Il nous oblige également à définir notre position sur les rapports qui s'établiront entre ce nouveau quotidien et l'Agence de Presse Libération.

Nous expliquons ici ce que le collectif de l'A.P.L. NANTES pense de ces différents problèmes. Mais nous ne voulons pas imposer nos idées à tous les abonnés et correspondants de l'APL NANTES, nous ne les proposons que comme éléments de débat. Ce sont les Assemblées Générales d'abonnés qui permettront de trancher sur tous ces points.

I. LES CONCEPTIONS DU COLLECTIF APL NANTES SUR LES TACHES ET LE STYLE DE TRAVAIL DE L'A.P.L.

A) Les buts

- Collecter les informations :

Nous pensons que l'APL doit rechercher en priorité les informations populaires (les luttes d'ouvriers, de paysans..., les communiqués des organisations se battant contre tel ou tel aspect du système capitaliste, les faits de notre vie quotidienne...) que la presse bourgeoise cache ou dénature, et sans les interpréter.

- Les faire circuler, les faire connaître.

a) . en collaborant au maximum avec la presse militante.

. en aidant les journalistes de la presse bourgeoise dans leur lutte contre la censure.

b) Le bulletin régional APL est un moyen de liaison privilégié entre les différents secteurs de lutte généralement isolés.

C'est également un moyen de répandre plus largement le point de vue des travailleurs, les abonnés pouvant rediffuser l'information autour d'eux et l'utiliser comme instrument de lutte.

c) L'APL doit faire continuellement campagne sur le problème de l'information pour amener le maximum de gens à devenir correspondants de l'APL. Nous voulons que les informations viennent des gens qui sont en lutte.

B) LE STYLE DE TRAVAIL.

1 Acourt terme, les militants de l'APL sont souvent obligés, faute de correspondants, d'aller eux-mêmes chercher l'information partout où il se passe quelque chose. Mais nous pensons que cela ne doit être que provisoire.

2 A plus long terme: les militants de l'APLNANTES ne sont pas des journalistes, des permanents de l'information. C'est parce que nous étions déjà et sommes encore des militants, que nous nous sommes plus particulièrement mobilisés sur le front de l'information. Nous concevons nos rapports avec les gens que nous allons voir en termes de solidarité et de réciprocité.

Nous pensons que notre tâche essentielle est de faire prendre conscience aux masses et aux militants, d'une part de l'importance et de l'urgence qu'il y a à décloisonner les luttes, et d'autre part que ce sont eux qui doivent prendre ce problème en main, qu'ils doivent oser prendre eux-mêmes la parole, qu'ils sont les plus capables d'expliquer leurs problèmes.

Nous pensons que l'objectif principal de militants APL est de former partout des correspondants de l'APL. C'est possible: depuis plus de 6 mois d'existence du bulletin, nous avons vu se renforcer le réseau de correspondants liés aux différents secteurs en lutte.

LES RAPPORTS DE L'A.P.L. AVEC LE QUOTIDIEN.
- POSITION DE PARIS
- POSITION DE NANTES

+ Positions de l'A.P.L. - PARIS :

- Le projet de quotidien reprend les principes et les méthodes de l'A.P.L. et donne, s'il les applique réellement, un sens nouveau, une dimension nouvelle à notre travail.
- Le projet du quotidien a révélé toutes les lacunes de l'A.P.L. (repli sur les régions autour d'un bulletin hebdomadaire, liens insuffisants avec les journalistes) et il est ressenti comme une nécessité dans la lutte pour donner au peuple la parole.
- Le travail de l'A.P.L. est très réduit s'il se limite à la transmission des informations à la presse bourgeoise, tandis que dans le quotidien passeront toutes les informations réduites au silence par cette même presse.
- Il n'est pas à craindre que l'A.P.L. disparaisse avec le quotidien : les liens tissés avec la presse ont été renforcés par le projet de quotidien
- Un quotidien est une "belle chose" et si nous craignons que ce quotidien ne donne pas la parole au peuple, nous nous battrons pour une A.P.L. qui ait les moyens de l'obliger à le faire.
- Le titre " Libération " a été proposé par le collectif parisien
  = parce que l'A.P.L. est la matrice du projet.
  = parce que le manifeste du quotidien reprend les mêmes vues que l'A.P.L sur le problème de l'information.
  = enfin parce que le titre a une résonnance dans le public (cf.le journal publié de 45 à 67).
- Pour le collectif parisien, le quotidien portant le titte"Libération" aura une obligation morale vis à vis de l'A.P.L. propriétaire de ce titre.

+ Positions de l'A.P.L. - NANTES :

- Le collectif nantais tient à réaffirmer son accord avec toute création de moyens d'information populaire.
- Néanmoins le projet de quotidien ne peut reprendre les principes et les méthodes de l'A.P.L. parce qu'une agence de presse et un journal quotidien ont des buts différents :
  = l'agence collecte et répercute l'information brute ;
  =le journal traite l'information, la trie, l'analyse etc...
- L'A.P.L. collabore en toute indépendance avec les différents organes de presse progressistes et se bat pour que tous les moyens d'information ne censurent pas les luttes populaires.
Mais pour notre part nous ne voyons pas en quoi actuellement le projet de quotidien a renforcé nos contacts avec les journalistes progressistes.
- La discussion sur le titre "Libération" n'est pas un point secondaire parce que nous refusons de lier le sort de l'A.P.L. à celui du quotidien pour les raisons évoquées dans le Ier point de notre position - ce que ferait obligatoirement la similitude des titres.

Nantes : Semaine d'action au port autonome.

Le personnel du port autonome de Nantes St-Nazaire a décidé une semaine d'action du 27 novembre au 3 décembre sous forme d'une grève de 24 heures le 27 et du refus des heures supplémentaires. En effet les propositions patronales répondant aux revendications présentées par les syndicats: réduction du temps de travail et revalorisation des salaires ont été jugées insuffisantes.

Saumur : Le lycée technique de Saumur en grève le 23 novembre.

Le Jeudi soir I 200 élèves se trouvent sur la cour de la Cité Technique, en solidarité avec une élève de 20 ans, émancipée, systématiquement tracassée par une conseillère d'éducation (lettres ouvertes systématiquement par exemple). L'élève fait une forte dépression nerveuse.

Les élèves demandent des modifications du règlement intérieur, qui autorise l'ouverture du courrier des élèves, ainsi que la démission de la surveillante générale.

Beaucoup de professeurs, hostiles à ce système d'inquisition, soutiennent les élèves. Le 25 novembre, le règlement intérieur se libéralise mais la démission de la surveillante Générale, éxigée par les élèves, est déclarée impossible. Le recteur fait violemment pression sur le chef d'établissement et lui donne l'ordre de rétablir le calme en une heure, sinon l'établissement sera fermé. L'inspecteur d'Académie du Maine et Loire exige des professeurs d'aller chercher leurs élèves; il se voit opposer un refus total de ceux-ci.

Lundi 27 au matin, des lettres sont envoyées aux familles. Un C.A. extraordinaire ammène la réprise des cours petit à petit. A I2 heures, les syndicats décident une intersyndicale.

Ancenis : Des paysans dénoncent les bénéficent de la C.A.N.A.

Des paysans ont envoyé une lettre ouverte à la coopérative C.A.N.A. (coopérative de Loire-Atlantique) dans laquelle ils dénoncent l'excédent de 6I0 millions d'AF réalisé par la C.A.N.A. sur la branche lait et qui correspond à 2 ou 3 centimes par litre sur un an. Ils exigent que cet excédent soit redistribué aux producteurs de lait.

Nantes : Une auxiliaire de bureau licenciée au Lycée Albert Camus.

Sous prétexte de fautes administratives, alors que quelques jours auparavant on la félicitait pour son travail, une secrétaire auxiliaire du lycée Albert Camus de Nantes a été licenciée. Elle avait le tort de ne pas être assez docile. Les élèves du lycée ont distribué un tract la soutenant.

PETITION RECUE PAR UN INSTITUTEUR AYANT ETE DANS L'ARMEE COMME 2ème CLASSE PENDANT LA GUERRE 39 - 45. IL N'A EU DEPUIS AUCUN RAPPORT AVEC L'ARMEE . IL A CHANGE 4 FOIS D'ADRESSE ET A RECU CE PAPIER A SON ADRESSE ACTUELLE . CES DEUX TEXTES LUI SONT ARRIVES ENSEMBLE .

document

O.R. - S.O.R.
121, rue de Boufarigue
44 000 Nantes

Objet : Campagne d'adhésions 1973

Monsieur et cher camarade ,

Depuis longtemps sans doute connaissez-vous l'existence de notre Amicale qui regroupe tous ceux d'entre nous, Officiers et Sous-Officiers de toutes Armes, qui ont participé aux dures épreuves subies par le Pays et se sont retrouvés unis dans une même fraternité, fraternité née du même amour de la Patrie.

Mais, direz-vous, pourquoi aujourd'hui plus particulièrement nous rappelons-nous à votre souvenir ? La réponse est très simple. Depuis quelques mois (et plus précisément depuis quelques semaines) une campagne à la fois mensongère et partisane, menée dans différents journaux, tend à faire croire que l'Armée, garante de l'indépendance de la Patrie, aurait l'intention de spolier certains de nos compatriotes. Nous nous insurgeons devant de telles allégations et nous pensons qu'il est de notre devoir de réagir.

Unissons-nous ! Groupons-nous derrière notre vaillant drapeau ! Faisons entendre la vérité ! Faisons échec à la calomnie afin de porter toujours plus haut le prestige de la France ! ADHEREZ. FAITES ADHERER. IL Y VA DE L'HONNEUR DE LA FRANCE ! Nous comptons sur vous et votre dévouement !

Le secrétaire, Lieutenant Gérald de la Bretonnière.

Pour tout renseignements (CCP, tarifs,...) s'adresser au siège.

-:-

ASSOCIATION NATIONALE
DE SOUTIEN A L'ARMEE
SECTION DEPARTEMENTALE DE LOIRE-ATLANTIQUE
Siège social: 157, rue Guépin 44 000 - Nantes

Il n'est que temps de faire taire les campagnes tendancieuses autant que malhonnêtes qui voient le jour ici et là, à propos de la soi-disant "occupation " du LARZAC (Aveyron).

On voudrait faire croire à l'opinion que la situation économique et sociale de toute une région est mise en cause par l'extension des terrains militaires dans cette zône désolée.

A-t on pensé que, depuis plusieurs générations, la FRANCE a toujours été en retard d'une guerre et que, comme le rappelle Monsieur le Ministre de la Défense Nationale : "De nos jours, une grande industrie d'armements n'est concevable qu'à condition d'exporter... Il y va d'intérets supérieurs".

Est-il supportable, en 1972, de mettre en balance ces intérets supérieurs de la NATION avec quelques cas particuliers qui pourront être facilement règlés dans le cadre de l'expansion régionale ?

Avec le Ministre de la Défense Nationale,
Avec les Associations d'Anciens Combattants,
Avec l'Amicale des O.R. et S.O.R.,
pour donner à la FRANCE le camp militaire qui la placera au premier rang européen, nous signons, nom - prénom - signature.

Nantes : succès du mouvement revendicatif à l'atelier CMC des A.C.B.

L'atelier CMC des Ateliers et Chantiers de Bretagne fabrique en série des culasses de moteurs Diesel marins. Les conditions de travail y sont pénibles et insalubres (vapeurs de gaz-oil et poussières de fonte). C'est le seul atelier des A.C.B où les O.S soient relativement groupés. Sur la base de la revendication élaborée ensemble, une augmentation de salaire uniforme, une série de débrayages a permis d'obtenir une augmentation de 0,15 franc de l'heure (plus 0,15 de prime horaire pour ceux qui effectuent les travaux les plus pénibles)

Nantes : tract CGT-CFDT : "Oui, scandales au C.H.R. de Nantes"

Personnel hospitalier, l'action s'impose. (....) On épilogue pour savoir si un malade aurait pu être sauvé, mais le scandale où est-il ?

- A l'urgence : + manque de personnel : une seule hotesse pour acueillir malades, familles, répondre au téléphone.
+ parce qu'il y a mort d'homme, il faut un coupable, et en l'absence de consignes précises de la direction, on cherche un bouc émissaire.
+ Que se serait-il passé s'il n'y avait pas eu mort d'homme ? Le personnel abandonnant l'urgence aurait-il été "félicité" ou "sanctionné" ?
+ De plus, un chef de service absent en permanence de l'urgence ne peut pas assurer le bon fonctionnement du service.

- En stomatologie : Hôpital public ou clinique privée ?
+ ségrégation entre malades publics et malades privés.
+ ségrégation touchant le personnel, payé par le C.H.R, attaché aux malades publics ou aux malades privés.
+ répression syndicale après la journée d'actions du 16 novembre.
+ la direction s'opposera-t elle aux prétentions du chef de service pour empêcher les mutations internes du Personnel et sera-t-elle capable d'imposer le maintien de la surveillante actuelle ?
Y A-T-IL 2 CATEGORIES DE MALADES A L'HOPITAL PUBLIC ?
Y A-T-IL 2 CATEGORIES DE PERSONNEL A L'HOPITAL PUBLIC ?
- Au bureau des entrées de l'Hotel-Dieu :
+ le chef de service fait de la repression syndicale
+ soustraction du temps passé aux assemblées générales sur les récupérations des agents ou sur leurs congés annuels.
+ vaccinations imposées par le chef de service le vendredi après-midi au mépris des notes de service.
+ abus d'autorité du chef de service pour faire venir les agents avant la fin congés de maladie. Il se permet un controle(médical...?) au domicile de certains.
+ manque d'effectifs : 40 heures "prolongées" payées obligatoirement en heure supplémentaires et NON RECUPERABLES.
+ conditions matérielles de travail défectueuses - rythme croissant du travail
+ non application de la note de service sur les congés annuels.

PERSONNEL HOSPITALIER SOMMES-NOUS DANS UN REGIMENT DISCIPLINAIRE OU DANS UN HOPITAL " PILOTE " ?
LA REPRESSION SYNDICALE S'INTENSIFIE DANS TOUT L'HOPITAL . Il faut la dénoncer seules notre mobilisation et notre action permettront d'obtenir une amélioration de nos conditions de travail. Soyons tous unis face à la repressin qui s'abat service après service sur tout le personnel.

NANTES : Assemblée régionale des objecteurs , insoumis, et futurs incorporés de Décembre à l'office national des Forêts les 25 et 26 Novembre, pour ébaucher une action commune sur le plan régional:
+ Bulletin de liaison et d'information concernant les luttes de O.C.(permanence téléphonique le jeudi de I8 à 22 heures (40) 7I.68.59
+ Une équipe itinérante d'insoumis et de futurs insoumis est prête à se rendre auprès des CSOC ou autres groupes dans l'éventualité de participer à des réunions d'information.

Afin de réaliser une coordination rapide des actions en cours, s'adresser à : C.S.O.C. 57 rue des Hauts-Pavés 44000 Nantes.

NANTES : Réunion d'information le 30 Novembre I972 au cours de laquelle plusieurs meetings d'information ont été annoncés; ils auront pour thème: la justice bourgeoise, à propos de Lambert en élargissant à différents cas de paysans soumis à la répression. Ces meetings seront animés par Lambert avec prébablement Maître Leclerc, avocat. Une brochure est prevue: elle expliquera d'abord les détails de l'affaire et montrera en quoi il s'agit d'une machination policière . (voir page 4)

Vendredi 18 novembre : un mort à 100 m. du C. H. U. (suite)

samedi 28/10 : refus par l'interne d'admettre à l'hôpital 2 grands malades éthyliques qui demandaient à se faire soigner.

1 - Lettre de M. Gourvenec à l'interne de service des urgences au C.H.U. le samedi 28/10 à 15h30, expédiée le 28/10.

Monsieur, j'ai eu honte pour vous cet après-midi, quand je vous ai amené 2 malades alcooliques très avancés, et que vous avez refusé de les faire hospitaliser. Ce sont deux grands malades sans travail, sans argent, sans issue. Ils s'intoxiquent au meilleur marché, à l'alcool à bruler. Je considère votre attitude comme un refus d'assistance à personne en danger de mort.

Ils demandaient à se faire soigner, et vous l'avez refusé. C'est une entreprise très difficile et de longue haleine. Ils m'avaient demandé eux-mêmes après une longue conversation de les amener à se faire désintoxiquer. Ils avaient tous les deux balancé la bouteille d'alcool à bruler qu'ils portaient sous leur veste. Que fallait-il de plus pour qu'ils soient admis ?

Je vous citerai simplement un texte de M. Talvas, fondateur de VIE LIBRE : "une fois le mal implanté, il faut considérer le malade comme un malade , beaucoup plus que comme un coupable. Malade, puisqu'il est atteint physiologiquement et psychologiquement , l'alcool ayant tué en lui la volonté" Je pense que vous êtes d'accord sur cette citation.

L'accueil que nous avons reçu a été lamentable, de la part de l'hôtesse , d'un brancardier, de la religieuse et de vous-même; et vos réfléxions à tous complètement irréalistes. Mais le malheur, qui sans doute vous laissera indifférents, c'est qu'alors ils voulaient se faire soigner et que je les avais conduits chez le docteur Martin près de l'Hôpital St-Jacques. Celui-ci étant absent, j'ai dû les laisser pendant une heure dans la salle d'attente pour m'occuper d'un autre alcoolique à sa sortie d'hôpital. Quand je suis revenu, ces deux hommes avaient perdu patience et étaient repartis. Je ne les ai plus revus.

Par votre faute, ils ont repris le chemin de leur perte et vous n'avez rien fait. J'attends une réponse de votre part, car ce n'est pas la première fois que j'ai des déceptions au service des urgences.

P.S. : Je pense que les pauvres sont citoyens comme les riches, et que les gens du peuple ont droit eux aussi à l'hôpital.

2 - Lettre à M. le Médecin-Chef du C.H.U. de Nantes.

Je vous remets ci-joint une lettre destinée à M. l'interne de service aux urgences le samedi 28/10 à 15h30. Je l'accuse d'avoir refusé l'hospitalisation de deux grands malades alcooliques que j'avais décidés à changer de conduite, à se faire soigner et que je m'engageais à suivre par la suite , n'ignorant pas cependant, car j'ai l'habitude de ces malades, que leur rechute sont fréquentes.
Vous serez bien aimable de lui transmettre cette lettre et de veiller à ce qu'un tel comportement ne se renouvelle pas. Merci.

3 - Les organisations VIE LIBRE, CROIX D'OR, CROIX BLEUE et le Comité National de Défense Contre l'Alcoolisme ont été immédiatement informées et ont pris intérêt à cette affaire.

4 - Mais à la date du 26 novembre, aucune réponse n'a été donnée ni par le Médecin-Chef du C.H.U. ni par l'interne.

5 - En conséquence, M. le Procureur de la République à Nantes a été informé de cette nouvelle carence du service des urgences du C.H.U.

Qui est le vrai responsable de cette situation ?

NANTES: Suite à la grévé de"PARIS-SA" deux grévistes.militants maoistes sont inculpés:

La gréve que les ouvriers de chez Paris-SA ont menée durant 6 semaines en Mars et Avril 72 a eu tous les caractéres d'une lutte de classe acharnée.L'intransigeance de la direction de l'usine,le regroupement immédiat des non-grévistes,cadres,agents de maîtrise,personnel des bureaux,en un"Comité de défense de la liberté du travail"intervenant verbalement et physiquement contre les grévistes,l'action brutale et massive des flics ont entraîné la riposte résolue des ouvriers et ont été la cause d'affrontements violents.

Toujours fidéle à ses méthodes de patron de choc,la direction Paris a licencié au cours de la gréve plusieurs de ses ouvriers dont les 2 militants maoistes aujourd'hui inculpés.L'un deux est inculpé de bris de clotures et de violences portées avec armes à la suite de la plainte déposée par la direction Paris à la fin de la gréve. L'autre,arrété au cours d'une charge de CRS(appelés par la diretion Paris)contre le piquet de gréve,est inculpé de participation à affrontement et port d'arme prohibée.

En fait c'est le procés d'une gréve.D'une part parce que les 2 inculpés ont été particuliérement actifs dans le mouvement,d'autre part parce ce qu'ils ont fait,et qui leur vaut de passer au tribunal tous les ouvriers participant au piquet de gréve l'ont fait aussi.

A ce procés doivent être jointes deux plaintes portées par des grévistes.Un délégué CFDT a porté plainte contre un agent de maîtrise non gréviste qui s'était attaqué à lui devant l'usine et qui l'avait bléssé.UN autre gréviste,blessé au cours d'une charge de CRS et d'agents de ville qui avait 5 blessés à la tête parmi les ouvriers a porté plainte contre les services de Macellin .

L'instruction étant maintenant terminée,le procés devrait avoir lieu dans les mois qui viennent.

NANTES:Aprés la condamnation de Bernard Lambert à 2 mois de prison avec sursis et 300 F d'amende,pour avoir soi-disant changé une roue crevée contre une roue non crevée,un Comité d'action s'est constitué et a remis ce communiqué à la presse qui ne l'a toujours pas publié au moment où nous écrivons.

Communiqué. B.Lambert est condamné...Pourtant le rapport de police dressé sur l'heure même de la crevaison ne laisse planer aucun soupçon.L'analyse des faits présentés au Tribunal prouve qu'il y a machination.Tous les arguments de l'accusation ont été démontés et réduits à néant.

Dans un premier temps,nous avons cru que la Justice se rendrait à l'évidence des faits.Nous avons eu tort de croire qu'elle n'entrerait pas dans la machination de la Police dont le chef était alors M.Magimel promu depuis à d'autres fonctions dans la police de Lyon.

Nous n'acceptons pas cette justice qui a récemment condamné une mére de 8 enfants à 4 mois de prison ferme pour avoir fait un chéque sans provision de 75 F comme elle condamne durement tous les exploités:les travailleurs,les jeunes,les immigrés..

Elle réprime ceux d'entre eux qui refusent de se faire exploiter: tel Jean Carel qui a participé à une action collective dans la bataille du lait et qui fut le seul condamné;d'autres exemples n existent y compris en Loire-Atlantique.

Lorsqu'elle ne peut condamner sur le plan politique elle est prête à utiliser tous les moyens pour discréditer les militants. Bernard Lambert fait appel,non par confiance en une justice qui vient de démontrer ce qu'elle est,mais pour la dénoncer.Ce combat,n'est pas celui d'un seul militant mais un combat collectif,ni un combat d'arguties juridiques,mais un combat politique.

Un Comité d'action est créé pour: FAIRE LA VERITE
-PORTER LE DEBAT SUR LE PLAN PUBLIC

Au cours de la dernière réunion nationale A.P.L., le collectif APL parisien et un certain nombre de collectifs de province ont demandé une autocritique du collectif de Nantes au sujet de sa prise de position publique sur les problèmes qui se posent à l'échelon national dans l' A.P.L.

Texte de l'autocritique du collectif de Nantes

1 - Notre prise de position publique et notre convocation à une A.G.

a) - Nous maintenons ce qui, pour nous, est un principe fondamental : la tenue d'Assemblées Générales des lecteurs, abonnés et correspondants de APL Nantes chaque fois que des problèmes concernant l'existence ou l'orientation de l'APL se posent, que ce soit à l'échelon nantais ou à l'échelon national. Nous estimons que l'exigence, naturelle, de centralisation de toute organisation nationale doit s'accompagner d'un minimum de pratiques démocratiques.

Nous pensons qu'une consultation préalable de tous les abonnés et correspondants est nécessaire avant toute prise de position définitive par le collectif national ou local. Nous pensons d'autre part que nous, équipe de rédaction du bulletin, n'avons pas non plus à nous considérer comme les porte-parole de nos lecteurs et correspondants sans que nous connaissions leur opinion. Nous maintenons donc que nous avons eu raison de convoquer ane AG.

b) - Cependant, si nous avons respecté cette exigence minimum de démocratie nous avons violé certaines règles de fonctionnement de toute organisation centralisée.

Avant de convoquer une A.G, nous aurions dû rrcontacter le collectif parisien qui, pour l'instant, fait office de centralisateur national. Nous aurions dû exprimer les craintes que nous avons développées dans le précédent numéro APL, et ce n'est qu'à la suite de la réponse de Paris que nous aurions du exprimer les craintes que nous avons developpees dans le n° 13 de l'APL Nantes.Et ce n'est qu'à la suite de la reponse de Paris que nous aurions du convoquer cette AG.

c)-Nous n'aurions pas du "encarter" dans le bulletin APL Nantes notre prise de position sur les questions sur les questions débattues en réunion nationale APL, mais l'envoyer aux abonnés par pli séparé, et en joignant la réponse de Paris. Cela aurait évité que le débat soit rendu public au-delà du cercle des abonnés de APL nantes.

Nous n'aurions pas dû envoyer le texte de notre position aux bureaux locaux APL de province, mais demander à Paris de le leur faire parvenir. Cela aurait évité le danger de constitution de "fractions" figées et butées au sein de l'APL.

2 - Le contenu du texte rédigé par le collectif nantais sur les problèmes de l'APL.

a) - Quant aux problèmes soulevés (Y a-t il un risque de confusion entre l' A.P.L et le nouveau quotidien en projet) : Nous estimons que nous n'avons rien à y ajouter ou retrancher dans la mesure où les questions relatives au titre du quotidien, aux conditions de fonctionnement de ces 2 organismes et à la continuation des bulletins locaux et national APL ne sont pas encore tranchées.

b) - Les questions de vocabulaire : nous admettons avoir eu tort d'employer le terme "fraction" au lieu de "une partie" pour évoquer certaines divergences internes au collectif parisien à une certaine époque. Nous reconnaissons que l'affirmation "le bulletin APL-informations est appelé à disparaitre" était trop catégorique au moment où nous l'avons écrit.

c) - Mais surtout, nous admettons que nous avons eu tort en présentant dans le bulletin exclusivement notre position, à l'exclusion des positions de l'APL Paris et d'un certain nombre d'autres APL de province. Nous portons à notre décharge que le compte-rendu de la réunion nationale où le projet de parution d'un quotidien a été exposé ne nous est jamais parvenu. Nous pensons néanmoins que cette façon de procéder était partiale et ne permettait pas aux lecteurs et correspondants de se faire véritablement une opinion sur la question.

APL nantes

(annexe au n° 15)

- questionnaire préparatoire à l'Assemblée Générale
- texte du camarade en désaccord avec la position APL nantes exprimée dans le n° 13. ("Pour une véritable Agence de Presse Libération")
- proposition pour la discussion : la position des camarades de Paris, et précisions sur le point de vue que nous avons soutenu.

Pour préparer l'Assemblée Générale

Jeudi 7 décembre

salle municipale

La Chapelle s/ Erdre

QUESTIONNAIRE PREPARATOIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE.

Suite aux débats qui ont eu lieu à la dernière réunion nationale à propos du texte publié par le collectif de Nantes dans le bulletin du 13 novembre les lecteurs ont à se prononcer sur les points soulevés lors de ces discussions:nous pensons que tous ces problèmes doivent être discutés collectivement en AG et non recueillis par voie référendaire:toutefois nous avons rédigé un questionnaire qui a deux objectifs:1)préparer les questions à discutter à l'Ag afin que chacun puisse y réfléchir 2)au cas ou certains lecteurs ne pourraient vraiment pas venir à l'une des 2 AG ils auraient la possibilité de faire connaître leur position en nous répondant. Ceci n'étant pas bien sur la solution la meilleure....

L'objet du débat portera essentiellement sur l'intérêt de l'hebdomadaire régional,la conception de l'information et les rapports avec le quotidien Libération qui va être lancé en février.

La réponse à ces questions nous est essentiel,si nous ne parvenons pas à avoir la position du plus grand nombre de lecteurs et surtout de ceux qui ont ressenti l'intérêt d'une information populaire,il nous sera difficile de trancher nous même.Nous ne voulons pas maintenir le bulletin coute que coute.Si le bulletin régional ne correspond pas à un besoin réel et exprimé,si les lecteurs n'en contrôlent ni le fonctionnement ni les orientations, s'ils ne deviennent pas progressivement eux mêmes tous des journalistes nous ne voyons pas pouquoi continuer un bulletin sous cette forme.

Pour cette raison,nous vous appelons à venir le plus nombreux possible aux AG et le cas échéant pour ceux qui en seraient empêchés, à nous faire connaître leur point de vue à partir du questionnaire ci joint.

1°QUEL EST POUR VOUS L'INTERET DE LA PARUTION DU BULLETIN.

-Est ce : le regroupement des informations dispersées dans la presse quotidienne;la liaison entre les différents secteurs de lutte; des informations non diffusées ou tronquées par la presse;un travail auprés des journalistes pour les aider à lutter contre la censure et à faire passer des informaytios dans la presse régional; la prise en charge de l'information par ceux qui mènent les luttes.

b)le bulletin suscite t-il un intérêt autour de vous?Comment assurez vous sa diffusion:nouveaux abonnements,...?
Envoyez vous des informations sur les luttes auxquelles vous participez ou dont vous avez eu connaissance?Si vous ne le faites pas: pourquoi(audience trop limité du bulletin,...)?

2°LE MAINTIEN DU BULLETIN EST-IL ESSENTIEL?SI OUI SOUS QUELLE FORME?

La rédaction des articles doit-elle assurée par les correspondants, quitte à avoir des trous dans les les information,ou doit elle être le fait de membres du collectif qui se déplacent à chaque occasion?
-La forme actuelle=publier tout ce qui nous est envoyé tel quel vous vous satisfait-elle?
-La revue de presse a -t-elle un intérêt?
-Faut-il constituer plus de dossiers?Comment,quelle doit en être la fréquence?

3° RAPPORT ENTRE LE QUOTIDIEN "LIBERATION" ET LE BULLETIN APL
-Le quotidien implique-t-il la disparition du bulletin régional?
-Le quotidien doit-il s'appeler Libération?
-En cas de maintien du bulletin,quelles doivent etre les liaisons entre le bulletin et le quotidien?

LES BUTS, LE STYLE DE TRAVAIL DE L'A.P.L. , ET LES RAPPORTS ENTRE L'A.P.L. ET LE PROJET DE NOUVEAU QUOTIDIEN .

Le lancement d'un nouveau quotidien à grand tirage auquel participent ou participeront de nombreux militants de l'APL nous oblige, nous collectif du bulletin APL Nantes, à préciser nos conceptions sur les buts, les tâches de l'APL, et sur notre système de travail. Il nous oblige également à définir notre position sur les rapports qui s'établiront entre ce nouveau quotidien et l'Agence de Presse Libération.

Nous expliquons ici ce que le collectif de l'A.P.L. NANTES pense de ces différents problèmes. Mais nous ne voulons pas imposer nos idées à tous les abonnés et correspondants de l'APL NANTES, nous ne les proposons que comme éléments de débat. Ce sont les Assemblées Générales d'abonnés qui permettront de trancher sur tous ces points.

I. LES CONCEPTIONS DU COLLECTIF APL NANTES SUR LES TACHES ET LE STYLE DE TRAVAIL DE L'A.P.L.

A) Les buts

- Collecter les informations :

Nous pensons que l'APL doit rechercher en priorité les informations populaires (les luttes d'ouvriers, de paysans..., les communiqués des organisations se battant contre tel ou tel aspect du système capitaliste, les faits de notre vie quotidienne...) que la presse bourgeoise cache ou dénature, et sans les interpréter.

- Les faire circuler, les faire connaître.

a) . en collaborant au maximum avec la presse militante.

. en aidant les journalistes de la presse bourgeoise dans leur lutte contre la censure.

b) Le bulletin régional APL est un moyen de liaison privilégié entre les différents secteurs de lutte généralement isolés.

C'est également un moyen de répandre plus largement le point de vue des travailleurs, les abonnés pouvant rediffuser l'information autour d'eux et l'utiliser comme instrument de lutte.

c) L'APL doit faire continuellement campagne sur le problème de l'information pour amener le maximun de gens à devenir correspondants de l'APL. Nous voulons que les informations viennent des gens qui sont en lutte.

B) LE STYLE DE TRAVAIL.

1 Acourt terme, les militants de l'APL sont souvent obligés, faute de correspondants, d'aller eux-mêmes chercher l'information partout où il se passe quelque chose. Mais nous pensons que cela ne doit être que provisoire.

2 A plus long terme: les militants de l'APLNANTES ne sont pas des journalistes, des permanents de l'information. C'est parce que nous étions déjà et sommes encore des militants, que nous nous sommes plus particulièrement mobilisés sur le front de l'information. Nous concevons nos rapports avec les gens que nous allons voir en termes de solidarité et de réciprocité.

Nous pensons que notre tâche essentielle est de faire prendre conscience aux masses et aux militants, d'une part de l'importance et de l'urgence qu'il y a à décloisonner les luttes, et d'autre part que ce sont eux qui doivent prendre ce problème en main, qu'ils doivent oser prendre eux-mêmes la parole, qu'ils sont les plus capables d'expliquer leurs problèmes.

Nous pensons que l'objectif principal de militants APL est de former partout des correspondants de l'APL. C'est possible: depuis plus de 6 mois d'existence du bulletin, nous avons vu se renforcer le réseau de correspondants liés aux différents secteurs en lutte.

LES RAPPORTS DE L'A.P.L. AVEC LE QUOTIDIEN.
- POSITION DE PARIS
- POSITION DE NANTES

+ Positions de l'A.P.L. - PARIS :

- Le projet de quotidien reprend les principes et les méthodes de l'A.P.L. et donne, s'il les applique réellement, un sens nouveau, une dimension nouvelle à notre travail.
- Le projet du quotidien a révélé toutes les lacunes de l'A.P.L. (repli sur les régions autour d'un bulletin hebdomadaire, liens insuffisants avec les journalistes) et il est ressenti comme une nécessité dans la lutte pour donner au peuple la parole.
- Le travail de l'A.P.L. est très réduit s'il se limite à la transmission des informations à la presse bourgeoise, tandis que dans le quotidien passeront toutes les informations réduites au silence par cette même presse.
- Il n'est pas à craindre que l'A.P.L. disparaisse avec le quotidien : les liens tissés avec la presse ont été renforcés par le projet de quotidien
- Un quotidien est une "belle chose" et si nous craignons que ce quotidien ne donne pas la parole au peuple, nous nous battrons pour une A.P.L. qui ait les moyens de l'obliger à le faire.
- Le titre " Libération " a été proposé par le collectif parisien
  = parce que l'A.P.L. est la matrice du projet.
  = parce que le manifeste du quotidien reprend les mêmes vues que l'A.P.L sur le problème de l'information.
  = enfin parce que le titre a une résonnance dans le public (cf.le journal publié de 45 à 67).
- Pour le collectif parisien, le quotidien portant le titte"Libération" aura une obligation morale vis à vis de l'A.P.L. propriétaire de ce titre.

+ Positions de l'A.P.L. - NANTES :

- Le collectif nantais tient à réaffirmer son accord avec toute création de moyens d'information populaire.
- Néanmoins le projet de quotidien ne peut reprendre les principes et les méthodes de l'A.P.L. parce qu'une agence de presse et un journal quotidien ont des buts différents :
  = l'agence collecte et répercute l'information brute ;
  =le journal traite l'information, la trie, l'analyse etc...
- L'A.P.L. collabore en toute indépendance avec les différents organes de presse progressistes et se bat pour que tous les moyens d'information ne censurent pas les luttes populaires.
Mais pour notre part nous ne voyons pas en quoi actuellement le projet de quotidien a renforcé nos contacts avec les journalistes progressistes.
- La discussion sur le titre "Libération" n'est pas un point secondaire parce que nous refusons de lier le sort de l'A.P.L. à celui du quotidien pour les raisons évoquées dans le Ier point de notre position - ce que ferait obligatoirement la similitude des titres.

POUR UNE VERITABLE AGENCE DE PRESSE LIBERATION!

En réponse aux conceptions exprimées par le collectif nantais dans son éditorial du bulletin numéro I3,les personnes en désaccord avec ces conceptions expriment ci-dessous leur point de vue.
I°)Deux conceptions de l'information:

Dans le collectif A.P.L. Nantes deux conceptions de l'information s'affrontent:

PREMIERE CONCEPTION:
ATTENDRE L'INFORMATIONet parfois,après connaissance d'un évênement, aller voir sur place et en rapporter un bref récapitulatif;les conséquences sont en général:
-des informations d'une qualité inférieure à celles des journaux locaux et qui arrivent au lecteur jusqu'à IO jours plus tard.
-seuls les points de vue des organisations,les plus accessibles pour les enquêteurs et qui sont généralement repris par la presse officielle, sont exprimés dans les communiqués.
-la nécessité de la diffusion NATIONALE et IMMEDIATE des informations apparait secondaire,voire sans intêret.

DEUXIEME CONCEPTION:
-ETRE MOBILISE QUOTIDIENNEMENT en ayant en tête de trouver partout des correspondants de masse,ce qui nécessite beaucoup de temps:le militant A.P.L. ne peut avoir d'activités militantes dans un autre domaine que celui de l'information.
--DONNER LA PAROLE AU PEUPLE,parole qui ne s'exprime ni dans la presse ni dans les communiqués d'organisation,IL FAUT DONC ALLER LA CHERCHER;il ne s'agit plus d'attendre l'information mais d'aller la susciter,avec la perspective de trouver des correspondants populaires qui prennent cette tache en main .
-LA RAPIDITE DE LA COLLECTE DES INFORMATIONS ET DE LEUR DIFFUSION NATIONALE est fondamentale:il est important que l'ouvrier des Batignolles sache ce que fait et ce que pense l'ouvrier de Creusot-Loire à Dunkerque; l'appareil de presse du pouvoir agit vite pour répandre ses mensonges, pour le contrer,il nous faut également aller vite.
-dans une région où la presse n'est pas trop asservie,aider les journalistes progressistes à réaliser une information réellement populaire et à lutter contre la direction de leurs journaux est une des taches importantes de l'A.P.L.

2°)LE LANCEMENT PROCHAIN DU QUOTIDIEN :UN ABOUTISSEMENT DU TRAVAIL DE L'A.P.L.(nationale).
L'objectif de l'A.P.L. est de recueillir l'information populaire et de la diffuser,le plus largement possible.Jusqu'à présent elle remplit tâche de deux façons:
-par la liaison avec les journalistes honnêtes afin de les aider à mener la lutte contre la presse asservie;cependant il faut bien reconnaitre que cette presse ne publie qu'une infime partie des informations de l'A.P.L.
-par la parution quotidienne d'un bulletin national d'informations assez peu diffusé vue sa nature:long,rébarbatif,cher...de fait surtout utile aux spécialistes.

Le quotidien "LIBERATION",qui a les mêmes principes que l'APL,résultat du travail de l'APL avec les journalistes,PERMETTRA DE DIFFUSER BEAUCOUP PLUS LARGEMENT L'INFORMATION POPULAIRE,ainsi que de mener une lutte plus efficace contre les rédactions de la presse officielle.
La parution du quotidien N'AMENERA PAS LA DISPARITION DE L'APL,MAIS SON RENFORCEMENT:
-nécessité d'une meilleure collecte et transmission des informations
-renforcement du travail spécifique d'agence(bulletins quotidiens partout,création de bulletins nationaux spécialisés sur les divers secteurs de l'actualité,travail quotidien envers la presse et les journalistes.)